

Crise à l'Assemblée nationale

Après les députés, d'autres composantes bientôt sur scène

D'autres corps de métier intervenant dans le fonctionnement de l'Assemblée nationale connaissent quelques remous. De l'affaire Akms à la présence de plus en plus gênante de soldats en civil dans la cabine des journalistes reporters, il ne reste plus qu'un pas vers des scènes similaires à celles déjà offertes par les députés.

Janvier Zoéli

Les journalistes béninois déçus par leur organe respectif pour couvrir en permanence les activités de l'Assemblée nationale récriminent. A en croire certains d'entre eux, la possibilité pour eux d'échanger librement à l'intérieur de la cabine de presse est de plus en plus altérée. Et pour cause ! Leur cabine est depuis un moment investi par des soldats parfois habillés en tenue civile. Selon le rédacteur en chef d'un quotidien basé à Cotonou intervenu mardi dernier à la conférence de presse des cabinets militaire et civil du président de l'Assemblée nationale, ces soldats en civil épient les journalistes parlementaires. « Nous en avons eu la preuve, a-t-il dit, jeudi dernier au cours de la plénière des députés quand un élément de la sécurité de l'Assemblée nationale alors posté à la guérite a surgi dans la cabine, interpellant, intimidant, l'un d'entre nous sur ce qu'il venait de dire ». La réplique, s'est-il réjoui, « a été à la hauteur de l'audace de ce soldat ». Mais cette interpellation, « nous a permis de réaliser que les soldats en civil qui étaient postés un peu partout dans la cabine, renseignaient au fur et à mesure leurs collègues et hiérarchie de nos su-



Photo / LDB

Le commandant militaire de l'Assemblée nationale au cours d'une conférence de presse

jets de discussion », a terminé ce rédacteur en chef mardi dernier, inquiet sur la suite de cette nouvelle forme de cohabitation au sein de la cabine de presse de l'Assemblée nationale. De toute façon, ce type de cohabitation va se poursuivre à en croire la réaction du directeur de cabinet du président de l'Assemblée nationale au problème ainsi posé par le journaliste. Ce qui n'exclut pas des risques de déviance.

Les menaces d'un chef militaire

Au sein également des soldats chargés de la sécurité de l'institution et de ses membres, il y a quelques remous corroborés mardi dernier par la conférence de presse conjointement donnée au Codiam à Cotonou par le lieutenant-colonel Antoine Guy Adjaho, commandant militaire de

l'Assemblée nationale et le directeur de cabinet du président Mathurin Nago. Apportant à l'opinion des explications sur l'affaire dite de retrait d'armes de type Akms aux gardes de corps de certains députés, le lieutenant-colonel s'est particulièrement attardé sur le cas de celui du député Adrien Houngbédji. On comprend à travers la verve et les mots utilisés par le commandant militaire de l'Assemblée nationale qu'il reproche un comportement au garde de corps du leader des Tchoco-Tchoco. Soit ! Mais arriver à promettre du fiel à son jeune frère d'armes dès son retour à la caserne, il est à craindre des situations de règlement de compte. Car déjà le chef dit être rassuré que son collègue ne restera pas garde corps du député Houngbédji jusqu'à la fin de sa carrière... □

5^e arrondissement de Porto-Novo

Comment la Fcbe a arraché un chef-quartier au Prd (Les conséquences d'un malaise au sein des conseillers municipaux)

Le quartier Ouando dans le 5^e arrondissement de la ville de Porto-novo a échappé définitivement au Prd de Me Adrien Houngbédji au profit des Forces cauris pour un Bénin émergent (Fcbe). C'est désormais Kouatonou Atéyéton élu sur la liste Fcbe qui prend désormais les commandes du quartier Ouando.

Ismail Kèko

Sur les 86 quartiers que compte la ville de Porto-novo, c'est le seul quartier que la Fcbe a pu arracher au Prd. Une situation qui constitue un désaveu pour le chef d'arrondissement, Basile Nouvègnon qui, selon certains conseillers locaux, n'a pas pu être à la hauteur des négociations et tractations pour dégager le candidat idéal pour diriger ce quartier qui constitue après tout un réservoir d'électeurs Prd dans la ville de Porto-novo. Comment en est-on arrivé là? Une question que se posent bon nombre de militants et des ténors du Prd dans la ville. En réalité, selon des sources proches des conseillers locaux de ce quartier, ce sont les mésententes et les guerres de tranchées qui opposent les con-

seillers municipaux de ce 5^e arrondissement de Porto-novo qui seraient à la base de cet échec. A en croire les mêmes sources, deux camps se seraient opposés au sein des sept conseillers municipaux Prd de cet arrondissement. Un premier camp ayant à sa tête le chef d'arrondissement Basile Nouvègnon qui aurait porté leur choix sur le chef quartier sortant de ouando Atindéhou Théophile qui ne serait plus en odeur de sainteté avec ses administrés. Un deuxième camp composé des autres conseillers municipaux aurait balayé du revers de la main gauche, les propositions du Ca, Basile Nouvègnon et souhaiterait une nouvelle tête au sein des élus locaux Prd comme l'a suggéré la plupart des habitants de ce quartier. Cette situation de mésentente et de cacophonie aura duré plu-

sieurs semaines sans pour autant trouver une solution définitive. Au finish c'est la casure qu'on a observé au sein des élus locaux Prd de Ouando. Ainsi sur les 10 conseillers locaux Prd de ce quartier, 5 ont dû finalement tourner dos aux responsables du parti pour soutenir le candidat de la Fcbe Kouatonou Atéyéton et les 4 autres élus locaux Fcbe. L'élection a été finalement faite devant les conseillers municipaux impuissants. A en croire des sources proches du Prd, la médiation de certains leaders du parti de cet arrondissement n'a pas permis de colmater les brèches. Pour certains, les 5 conseillers locaux du Prd ont trahi pour d'autres par contre c'est le Ca qui n'a pas été à la hauteur de la tâche qui lui a été confiée. □

Communiqué de presse

Violences au parlement: une honte pour la démocratie béninoise

Depuis le début de cette semaine, les médias relatent avec force détails le déroulement des activités parlementaires. Les nombreuses images de violences verbales et physiques au sein de l'hémicycle véhiculées par les différentes chaînes de télévisions nationales n'ont jamais été vues depuis le début du renouveau démocratique. Cette violence, fondée sur une crise politique qui va de plus en plus croissante, interpelle tous les hommes épris de paix et de dignité et respectueux de la considération dont jouit notre démocratie en Afrique et dans le monde.

Ces tristes spectacles auxquels nous font assister nos honorables députés en rajoutent aux souffrances actuellement vécues par les consommateurs en proie à la cherté de la vie.

Non contents de ne pas s'impliquer dans la résolution de la crise alimentaire et énergétique face à laquelle se débattent leurs électeurs qui ont placé confiance en eux en les élisant, les députés de la cinquième législature ne donnent pas un bon exemple à leurs enfants en se livrant à des pugilats indignes de leur rang.

En procédant comme ils le font actuellement, nos honorables députés jettent un discrédit sur la démocratie béninoise et du ridicule sur leurs propres personnes.

Face à cette situation, la Ligue pour la Défense du Consommateur au Bénin (LDCB) et l'Association de Lutte contre le Racisme, l'Ethnocentrisme et le Régionalisme (ALCRER) voudraient appeler toutes les forces politiques à mettre la balle à terre et à engager des discussions franches pour parvenir au consensus qui a prévalu à la conférence des forces vives de la nation de février 1990.

Elle voudrait profiter de cette opportunité pour demander à tout le peuple béninois de se mobiliser pour mettre en action, en cette période de cherté de la vie, son génie créateur afin de faire de notre pays un pays où il fait bon vivre pour chacun et pour tous.

Fait à Cotonou le 15 Août 2008

Pour la LDCB
Le Président
Romain Abilé Houéhou
Pour ALCRER
Le Président
Martin ASSOGBA

Communiqué de presse

Ligue pour la Défense du Consommateur au Bénin

Epidémie de choléra à Cotonou: Les recommandations de la LDCB aux consommateurs

Après la saison pluvieuse qui a engendré l'inondation dans certaines zones de Cotonou, force est de constater que depuis l'enregistrement du premier cas de malade de choléra il y a quelques semaines à Ayélawadje, l'épidémie s'est rapidement répandue au point qu'on dénombre actuellement plus de 140 malades du choléra dans les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e arrondissement de Cotonou.

Fort de ce constat, la Ligue pour la défense du Consommateur au Bénin (LDCB) invite la population béninoise à respecter les règles primordiales d'hygiène. A cet effet, elle recommande aux consommateurs et aux manipulateurs d'aliments de:

- laver les mains à l'eau propre et au savon avant de toucher des aliments et les relaver pendant les travaux de cuisine;
- laver les mains à l'eau propre et au savon après être allé aux toilettes;
- nettoyer et laver à l'eau et au savon toutes les surfaces et le matériel en contact avec les aliments;
- éloigner les animaux des aliments et de la cuisine;
- faire bien cuire les aliments, en particulier la viande, la volaille, les œufs et le poisson avant de les manger;
- chauffer bien les mets et s'assurer que les germes ont été détruits;
- réchauffer bien les aliments de la veille avant de les consommer;
- faire usage de l'eau potable saine ou à défaut traiter l'eau pour écarter tout risque de contamination;
- choisir des aliments frais et sains;
- laver à l'eau propre les fruits et les légumes surtout si on veut les consommer crus;
- ne jamais utiliser d'aliments ayant dépassé la date de péremption;
- bien protéger les aliments dans une caisse vitrée ou grillagée;
- se tenir sur les lieux propres pour la distribution;
- se couvrir les cheveux et porter un tablier;
- ne pas prendre les aliments directement avec la main pour servir;
- ne pas laisser des aliments cuits plus de deux heures à température ambiante;
- maintenir les aliments cuits très chauds jusqu'au moment de les servir;
- ne pas conserver des aliments trop longtemps même dans le réfrigérateur.

La Ligue pour la Défense du consommateur au Bénin (LDCB) voudrait saisir cette occasion pour demander aux autorités du Ministère de la Santé Publique de prendre davantage de mesures afin que le nombre de malades ne s'accroisse pas.

Elle demande enfin à la population béninoise d'observer des règles strictes d'hygiène environnementale et alimentaire et de suivre les conseils prodigués par les agents de santé car le développement de notre pays dépend de l'état sanitaire de ses habitants.

Fait à Cotonou, le Lundi 18 Août 2008
Le Président,
Romain Abilé HOUEHO